



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 5 DECEMBRE 2018

MONUSCO :

L'opération militaire conjointe Usalama menée par les FARDC et la Force de la MONUSCO se poursuit dans la jungle de Mayangose afin de neutraliser les ADF et en conséquence de permettre aux populations civiles de la région de Beni de vivre à l'abri de la peur et aux équipes médicales en charge de la riposte à l'épidémie d'Ebola de travailler dans de meilleures conditions sécuritaires.

Pour rappel, les premiers jours de l'opération, mi-novembre, ont été marqués par des échanges de feu entre les différentes parties, lesquels avaient occasionné des pertes au sein des rangs des forces congolaises et de la MONUSCO.

Du côté de la MONUSCO, 4 militaires avaient été portés disparus mais, à ce jour, deux ont été retrouvés sains et saufs. Le dernier bilan s'élève donc à 7 morts, 13 blessés et 2 portés disparus.

La priorité de la Mission est de retrouver les deux derniers soldats disparus et des tracts ont été lâchés ces derniers jours sur la forêt afin de les aider à rejoindre leurs lignes.

La Représentante spéciale du Secrétaire général et le chef des opérations de maintien de la paix des Nations Unies effectueront une visite officielle la semaine prochaine en Tanzanie et au Malawi afin de présenter leurs condoléances aux gouvernements des contingents éprouvés.

Alors que la campagne officielle pour les prochaines élections présidentielle et législatives est en cours, la Représentante spéciale du Secrétaire général poursuit son plaidoyer pour que les élections se tiennent comme prévu dans le cadre d'un processus crédible. A ce jour elle a rencontré quasiment l'ensemble des candidats à la présidentielle ainsi que d'autres acteurs clés comme le Président du Comité national du suivi de l'accord du 31 décembre 2016, Joseph Olengankoy, et le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, Tito Ndombi.

La période actuelle de campagne est une étape clé dans le processus électoral au cours de laquelle les candidats ont la possibilité de présenter leur programme aux Congolaises et aux Congolais afin de leur permettre de choisir de façon documentée les hommes et les femmes qui les représenteront, aux niveaux national et provincial, dans les prochaines années. Il est en conséquence important de veiller à ce que cette campagne se déroule de façon pacifique et dans le respect des opinions de chacun. Ces derniers mois nous avons noté avec satisfaction que le droit de manifester pacifiquement était de mieux en mieux respecté. Toutefois, il doit être garanti sur l'ensemble du territoire et pour la totalité des partis politiques.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Autre point important : permettre à tous les candidats un accès équitable aux médias publics et éviter la diffusion de tout discours qui appelle à la violence et à la haine. Autant de prérequis qui permettront la tenue d'un véritable débat démocratique.

Des élections transparentes, apaisées et crédibles le 23 décembre prochain, comme prévu dans le calendrier publié par la CENI en novembre 2017, contribueront à la stabilité et à la sécurité non seulement de la RDC mais de toute la région.

KINSHASA :

Dans le cadre de la commémoration des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme et en vue de promouvoir et pérenniser les valeurs des droits de l'homme en RDC, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) en collaboration avec les agences, fonds et programmes des Nations Unies, organise une série d'activités dont un village des droits de l'homme qui se tiendra entre le 4 et le 9 décembre 2018 à l'Espace TEXAF BILEMBO à Kinshasa.

Plusieurs activités sont prévues pour l'occasion entre autres :

Une table ronde sur le droit à la liberté et à la sûreté de la personne : « La problématique des arrestations arbitraires, détentions illégales et de la pratique de la torture » a été tenue le mardi 4 décembre, suivie d'une projection cinématographique et des jeux concours sur la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH).

Le mercredi 5 décembre, une matinée cinématographique sur la DUDH et des débats pour des élèves, étudiants a eu lieu, elle sera suivie du lancement du guide mondial pour « prévenir la violence à l'égard des femmes dans les élections ». Une table ronde sur la problématique des personnes vivant avec handicap est également prévue le jeudi 6 décembre.

La politique nationale et les mécanismes nationaux de protection et de promotion des droits de l'homme en RDC : état des lieux et analyse de la proposition de loi sont parmi les thèmes qui seront développés les 7 et 8 décembre par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme et le Ministère des droits humains.

Cette série d'activités va se clôturer par un défilé de mode des personnes vivant avec handicap le dimanche 9 décembre à l'hôtel Pullman.

SUD-KIVU :

Au Sud-Kivu, la MONUSCO mène des actions en faveur des détenus et du personnel pénitentiaire. Le 29 novembre 2018, l'Unité d'Appui à l'Administration Pénitentiaire de la MONUSCO Sud-Kivu a remis jeudi des travaux de séparation de l'infirmerie et du quartier des détenues femmes à la prison

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

de Kabare. Ces travaux réalisés dans le cadre des projets à impact rapide de la MONUSCO ont pour objectif d'améliorer la sécurité à la fois des détenues femmes et celle du personnel médical affecté à ce centre carcéral.

Dans son appui à l'Administration pénitentiaire congolaise cette année, la MONUSCO a également mené à bon terme un autre projet pour l'amélioration de l'alimentation des détenus par les cultures vivrières, réduisant ainsi le taux de mortalité et d'évasion dans les prisons de Kabare, Kalehe, Walungu et Bunyakiri, au Sud-Kivu. D'autres actions menées comprennent le don de lave-mains à la prison centrale de Bukavu pour la protection contre la maladie à virus Ebola et le choléra, ainsi que des séances d'alphabétisation au profit des femmes détenues accompagnées de petits enfants en vue de leur donner la possibilité de scolarisation.

En marge de la célébration du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sous la coordination du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), l'équipe médicale du contingent de la MONUSCO/ Bukavu apporte depuis hier mardi 4 décembre une assistance psycho-médicale aux pensionnaires de la prison centrale de Bukavu. Des vivres et des matelas ont également été remis à la prison, en plus des médicaments remis gratuitement après les consultations. Cette activité se poursuivra jusqu'au 10 décembre, jour de la commémoration annuelle de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

NORD-KIVU :

Dans le cadre de la commémoration du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme /Goma, en collaboration avec la section Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO organisent une conférence à l'intention d'une centaine d'étudiants de la ville de Goma dans la salle de conférence de l'ULPGL le lundi 10 décembre 2018.

Cette manifestation revêt une importance particulière dans le Nord-Kivu au regard de nombreux défis qui la mine notamment aggravée par la présence de plus en plus accrue des groupes armés, les conflits ethniques, les conflits liés à la terre, l'insécurité galopante occasionnant des violations quotidiennes des droits de l'homme.

TANGANYIKA :

Dans la province du Tanganyika, la MONUSCO, à travers sa section des Affaires civiles, a appuyé le 27 novembre 2018 à Kalemie, l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités de membres du Cadre de concertation provincial de la société civile du Tanganyika (CCPSC) sur les groupes thématiques et aspects liés au processus électoral.

Durant deux jours, l'atelier a offert l'opportunité aux membres de la société civile de saisir entre autres sujets, la présentation du CCNSC-RDC au niveau national et provincial, l'attitude apolitique des leaders des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

organisations de la société civile, la protection des civils, le respect des libertés publiques liées aux élections et plusieurs autres notions sur les groupes thématiques de travail.

L'atelier a bénéficié de l'appui à la fois de la section d'Appui à la justice, de la section électorale et de la Police des Nations Unies.

Démarrage, le 20 novembre 2018 de la mise en œuvre d'un projet en vue d'améliorer l'engagement avec les organisations de la société civile pour limiter les risques de violence liée à la période électorale à Kalemie, Manono et d'autres zones sensibles du Tanganyika.

Ce projet compte atteindre 130 représentants des organisations et plateformes de la société civile et membres, notamment au moins 39 femmes originaires des zones péri-urbaines et rurales de Kalemie et de Manono. Le projet prévoit l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités et de partage d'information pour l'organisation et le fonctionnement des groupes thématiques de travail facilité par un expert national du Cadre de concertation nationale de la société civile (CCNSC) sur les principes du dialogue démocratique dans les zones sensibles identifiées. Sont également prévues à cette occasion deux sessions de sensibilisation et d'information sur la cohabitation pacifique, la tolérance, ainsi que le rôle de la société civile pour la réduction de la violence et la construction d'un climat propice au déroulement pacifique du processus électoral, plus particulièrement pour les jeunes dans les zones sensibles, y compris urbaines. Ces sessions seront facilitées par les organisations de la société civile.

Au chapitre des droits de l'homme, des membres de la société civile, des agences des Nations Unies, des autorités militaires et judiciaires, des membres des organisations locales œuvrant dans la lutte contre les violences sexuelles ainsi que des cliniques juridiques ont pris part, le 20 novembre 2018, au forum consultatif conjoint sur les violences sexuelles liées au conflit. Au cours de ce forum qui était organisé par vidéo-téléconférence, les participants ont partagé leurs analyses et tendances sur les violences sexuelles en province du Tanganyika et ont formulé quelques recommandations.

KASAI :

Dans la province du Kasai, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a lancé à Tshikapa, le 2 décembre 2018, ses activités dans le cadre de la célébration prochaine du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce lancement s'est déroulé dans la salle de réunion de la MONUSCO avec la projection du film « L'ordre Divin » qui a été suivi par 81 personnes dont 23 femmes issues des organisations de défense des droits de l'homme et du cluster de protection des Nations Unies dans le Kasai.

La section Protection de l'enfant de la MONUSCO a réalisé le 26 novembre 2018, avec ses partenaires, la sensibilisation de 25 policiers congolais de la cité de Kazanda, située dans la ville de Tshikapa. Cette

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

sensibilisation vise à outiller ces policiers des notions nécessaires pour la protection des enfants en période électorale et aussi à renforcer leurs capacités sur les mécanismes de référencement des enfants associés aux milices/groupes armés avec un accent particulier sur ceux qui sont détenus pour des faits d'association aux milices opérant dans la province du Kasai.

Toujours à Tshikapa, la section Protection de l'enfant et le BCNUDH, conjointement avec les Ministères de la défense et de la justice et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et la Commission des FARDC pour la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, ont organisé une formation sur le thème de la "Protection des victimes, des témoins et du personnel judiciaire dans les crimes internationaux et les violences sexuelles liées aux conflits armés" pour 43 avocats, magistrats civils et militaires et officiers des FARDC, dont trois femmes. L'objectif visé par cette formation est le renforcement des mécanismes de protection des civils dans cette région.

Du 20 au 23 novembre et du 21 au 26 novembre, la section des Affaires civiles de la MONUSCO à Kananga a organisé avec ses partenaires, la formation de 40 inspecteurs territoriaux dont 6 femmes à raison de 20 participants par section respectivement dans les provinces du Kasai et du Kasai Central. Cette activité a porté sur la gouvernance de la sécurité. Son objectif était de renforcer les capacités des inspecteurs territoriaux en matière de gouvernance de la sécurité et de les sensibiliser au Guide de l'autorité territoriale afin qu'ils puissent jouer plus efficacement leur rôle d'encadrement des acteurs de la sécurité et de la protection au niveau local pour mieux résoudre les problèmes de sécurité et de protection dans leurs localités. À l'issue de ces formations, les participants ont reconnu qu'ils avaient reçu des éclaircissements sur la gouvernance de la sécurité et qu'ils sont prêts à l'appliquer sur le terrain. En outre, les gouvernements provinciaux ont remercié la MONUSCO pour son soutien précieux dans le Kasai et le Kasai Central.

En juillet dernier, après avoir reçu le rapport du Groupe d'experts internationaux sur la situation au Kasai, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avait demandé, dans une résolution au Haut-commissaire des Nations Unies, de désigner deux experts pour faire le suivi de l'application des recommandations formulées par la première équipe dans son rapport.

Cette nouvelle équipe a commencé son travail le lundi 26 novembre.

Selon Bacre Waly Ndiaye, l'un de ces deux experts, « ce rapport faisait des recommandations très concrètes notamment dans le sens de la lutte contre l'impunité et dans le sens des mesures en faveur de la réconciliation des communautés en conflit. C'est dans ce cadre que la résolution a nommé une enquête qui est chargée spécifiquement de voir comment la République démocratique du Congo est en train de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la première équipe et de voir dans ce cadre comment appuyer la mise en œuvre de ces recommandations. »

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

Le monde célèbre aujourd’hui 5 décembre, la Journée internationale des volontaires (JIV). Pour cette année, la journée est placée sous le thème “les volontaires pour bâtir des communautés résilientes”. Il se dégage de ce thème que les volontaires aident à construire des communautés résilientes en donnant aux populations les moyens de faire face aux catastrophes naturelles, à l’instabilité politique, aux chocs économiques et aux autres pressions qu’elles subissent. Il s’agit, donc, de mettre en évidence le rôle crucial des volontaires comme moteur du changement positif au sein des communautés et par les communautés.

Dans son message à l’occasion de la célébration de cette journée en RDC, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l’ONU, Mme Leila Zerrougui salue l’engagement de 461 volontaires des Nations Unies qui offrent leur temps, leurs compétences et leur énergie afin de soutenir des organisations et institutions œuvrant pour la paix et le développement. La Cheffe de la Mission onusienne souligne aussi le rôle moteur que jouent les volontaires des Nations Unies dans la promotion des Objectifs de développement durable afin de bâtir un monde meilleur.

Le volontariat est un élément-clé de la pérennité du développement. Les organisations de volontaires sont des vecteurs de l’engagement civique et elles servent d’intermédiaire entre les initiatives institutionnelles et les communautés au niveau local. Ainsi, quand les institutions achèvent leur mandat, les volontaires restent.

La Journée internationale des volontaires représente une opportunité unique pour les volontaires et leurs organisations respectives de présenter leurs contributions à la paix et au développement durable par la réalisation des activités visant à servir les communautés sur leur lieu d’affectation, notamment à Kinshasa, Goma, Uvira, Kananga, Bukavu et Lubumbashi.

Le programme des volontaires des Nations Unies organise des activités relatives à la célébration de cette journée depuis le 30 novembre dernier ; elles vont se poursuivre jusque le 12 décembre. Aujourd’hui, des activités commémoratives sont prévues à travers le pays, notamment à Goma, Kinshasa, Uvira, Bukavu, Kananga et Lubumbashi. La commémoration de la JIV va se clôturer le 12 décembre par la ville de Mbandaka, dans la province de l’Equateur, où les volontaires des Nations Unies vont organiser une session d’information pour sensibiliser les communautés sur les notions de vivre ensemble et l’acceptation de l’autre dans ses différences.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l’Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Situation militaire :

(Par le Commandant Nabil CHERKAOUI, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Sur le plan opérationnel, les activités majeures de la Force se sont concentrées dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu où la Force a intensifié ses opérations et ses déploiements robustes et a apporté un soutien important aux agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola.

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit ses actions visant à contribuer à ramener la stabilité et à ancrer un environnement protecteur pour la population locale dans le territoire de Djugu. C'est dans ce cadre que les casques bleus ont multiplié leurs opérations et déploiements robustes avec la conduite d'une série de patrouilles de longue durée dans les zones touchées par des actes de violence. Après avoir terminé l'opération "Stabilité pour Djungo phase 2" le 30 novembre 2018, la Force de la MONUSCO est en cours de planification d'une autre opération, à savoir l'opération "Quest for stability reloaded phase-1". Parallèlement, la Force de la MONUSCO continue de contribuer à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans cette région. En effet le 27 novembre la base temporaire de la MONUSCO située à Bogoro a lancé une patrouille de domination dans une zone touchée par le virus Ebola à Kasenyi.

Dans la province du Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO demeure proactive et continuera de maintenir une forte pression sur les éléments négatifs par un déploiement accru de patrouilles pédestres et motorisées, de jour comme de nuit. Ainsi, des déploiements tactiques et des patrouilles de longue portée ont été actionnés au niveau des endroits touchés par les actes de violence en vue d'assurer la sécurité de diverses communautés, villages et segments de la société.

En l'occurrence, l'opération Walikale VI lancée du 21 novembre au 1er décembre 2018 à Walikale (75 km à l'ouest de Sake) par le bataillon indien en conduisant des patrouilles conjointes avec les FARDC.

Dans le territoire de Beni, la situation sécuritaire demeure une préoccupation majeure pour la Force qui poursuit son soutien aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF). Des détachements d'intervention rapides ont été projetés promptement à l'issue de différents incidents de tirs survenus respectivement à Opira le 19 novembre à 14 heures, à Samboko le 21 novembre à 6 heures, à Biogene le 23 novembre à 21 heures et à Sikwakira (7 km au nord-est de Mavivi) le 26 novembre à 18h35.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des personnels de santé en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des stationnements et déplacements des équipes de l'OMS et de ses partenaires jour et nuit dans la région de Mavivi et de Beni. C'est dans ce cadre que la Force de la MONUSCO a déployé depuis le 20 novembre 2018 une base opérationnelle temporaire à Kanyihunga, permettant à l'équipe de vaccination de l'OMS de mener à bien ses activités dans la région.

Ces actions proactives marquent l'engagement déterminé de la Force de la MONUSCO à mobiliser toutes ses ressources disponibles afin de mieux répondre aux multiples défis de la protection des civils.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des sites des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais et d'informatique pour les civils. Ainsi du 23 au 29 novembre 2018, le Bataillon indien de déploiement rapide a dispensé ces cours respectivement à Himbi et à Munigi. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir les soins à titre gracieux. A titre d'exemple, le bataillon marocain a effectué des consultations médicales et octroyé les traitements nécessaires au profit de la population civile locale.

On peut citer aussi l'approvisionnement en eau potable fourni au quotidien à la population civile et au personnel militaire de la région de Dungu par le même bataillon.

De plus, le contingent du génie de la Force de la MONUSCO a récemment effectué plusieurs missions sur le terrain, en l'occurrence, en Ituri, la réhabilitation de la route Dungu-Duru sur 17 km, dans le Nord-Kivu la construction du centre de traitement Ebola à Mangina, puis la réhabilitation et l'extension de la route d'accès au centre de traitement Ebola.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant le mois écoulé de novembre 2018, 41 éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, 29 enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En conclusion et conformément à son mandat, la Force de la MONUSCO poursuivra, quelles que soient les conditions, ses missions de protection de la population civile de manière impartiale et rigoureuse ainsi que les opérations de neutralisation des groupes armés qui menacent la sécurité des civils et la stabilité de la RDC.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lt-Cdr Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13